



Février 2019

PLAIDOYER POUR L'ECONOMIE SOCIALE EUROPEENNE POUR UNE EUROPE DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES

L'Europe n'enchanté plus. Elle est devenue le bouc-émissaire des multiples difficultés que rencontrent nos sociétés européennes. Elle s'est éloignée des citoyens qui la perçoivent au travers des prismes médiatiques souvent déformants : une Europe où s'opposent les gouvernements, une Europe qui impose des contraintes bureaucratiques, une Europe qui ne protège pas de la mondialisation. Elle s'est éloignée des territoires qui ne voient plus en elle un vecteur de développement économique et social. Pourtant des initiatives citoyennes innovantes et solidaires émergent partout sur les territoires pour apporter des solutions qui n'attendent que d'être structurées et amplifiées. L'Europe peut aider à faire cela au travers d'un soutien résolu à l'économie sociale (ES)¹. L'ES change l'économie au travers de valeurs, de statuts et de pratiques partagés par la majorité des citoyens européens - valeurs de solidarité, d'utilité sociale et de démocratie - et se développe en répondant à de multiples besoins sociaux non ou mal satisfaits.

L'économie sociale propose un modèle de fonctionnement qui réconcilie l'économique et le social dans la durée. Elle porte des valeurs communes: i) une finalité sociale ou d'intérêt général; ii) une ré-internalisation des profits; iii) et une gouvernance démocratique et participative. Ces valeurs communes ont pu connaître des dérives diverses selon les pays ou les périodes, mais elles restent une caractéristique profonde de l'économie sociale que d'ailleurs certains gouvernements européens ont cherché à renforcer par la législation². Par le respect de ces simples valeurs, elle offre des voies de solutions aux nombreux défis sociétaux auxquels le modèle actuel de croissance peine à répondre, en partie parce qu'il est la cause de ces dysfonctionnements.

L'économie sociale n'est pas une utopie : elle est déjà une réalité économique dans l'Union Européenne. Elle concerne une entreprise sur 10, emploie une force de travail de 13,6 millions de salariés et 5,5 millions de bénévoles et génère 8% du PIB européen³. Mais sa taille reste trop faible pour que ses effets bénéfiques apparaissent au grand jour et soient reconnus de tous les décideurs publics.

Ses atouts proviennent d'abord de ses principes et valeurs-mêmes. Ils apportent des éléments de réponse aux défis de la globalisation, de la financiarisation du monde

¹ Economie sociale ou économie sociale et solidaire: les dénominations et les pourtours de l'économie sociale varient selon les pays.

² Loi sur l'économie sociale et solidaire de 2014 en France, loi sur les coopératives sociales de 1991 en Italie, loi sur l'économie sociale de 2011 en Espagne, loi-cadre sur l'économie sociale de 2013 au Portugal, le "concept" national sur l'économie sociale de 2012 en Bulgarie, etc.

³ Source: "Recent Evolutions of the Social Economy in the European Union", Comité économique et social européen, 2016

économique, de la perte de confiance des citoyens vis-à-vis des décideurs publics, du manque de démocratie en entreprise et de l'égalité homme-femme.

Globalisation. La globalisation, si elle apporte des avantages économiques liés à la concurrence et à la libre circulation des produits et services, atteint ses limites lorsqu'elle fragilise le tissu productif local, facilite la délocalisation des entreprises, menace les équilibres écologiques. L'économie sociale conduit au contraire à un **ancrage territorial pérenne** des activités économiques et sociales. C'est une économie de proximité répondant aux spécificités et demandes locales. Parce qu'elles s'appuient sur des coopérations locales entre acteurs privés et parfois publics ou parce qu'elles prestent des services par essence locaux, les entreprises de l'ES ont des activités qui se délocalisent difficilement. Elles donnent de plus en plus souvent lieu à des circuits-courts mettant en contact direct des producteurs avec leurs clients d'un même territoire, à des mutualisations de micro-entreprises locales, à des entreprises locales à but d'emploi, à des initiatives de revalorisation de quartiers urbains, etc. Dans certains cas, y sont liées des monnaies locales numériques⁴ qui démultiplient la création de valeur sur le territoire⁵. Par son mode de développement, l'ES atténue ainsi certains effets négatifs de la globalisation.

Financiarisation. La financiarisation excessive que connaît le monde actuel apporte de l'instabilité financière, un partage inéquitable des revenus en faveur du capital et au détriment du travail et une subordination de l'économie au capital. Depuis de nombreuses années, le système financier est sorti de sa vocation première de financement du développement des activités économiques et sociales pour privilégier la valorisation de ses avoirs, pour accaparer une part toujours croissante de la valeur ajoutée et pour imposer des vues court-termistes. L'économie sociale par la **ré-internalisation des profits** protège ses entreprises des dérives financières et assure la subordination du capital à l'entreprise et à ses salariés. L'humain passe avant le capital. Les entreprises de l'ES inscrivent cela dans leur statut ou leur raison sociale. La ré-internalisation permet aux entreprises d'utiliser leurs profits pour développer des activités par l'investissement, de mieux rémunérer leurs employés ou de réduire leurs tarifs selon des stratégies de long terme. Les entreprises de l'ES ne sont pas cotées en bourse et échappent à la dictature des marchés. Les mutuelles d'assurance en sont un exemple en redistribuant leurs profits à leurs clients par ajustement des primes.

Perte de confiance envers les décideurs publics. Les mutations profondes que subissent nos sociétés et la répétition de crises financières, économiques et sociales parfois d'ampleur mondiale ont induit ce paradoxe: les citoyens attendent de plus en plus des pouvoirs publics afin qu'ils atténuent les impacts de ces crises et dans le même temps leur dénie toute efficacité. La perte de confiance des citoyens envers les acteurs publics se propage dans toutes nos sociétés européennes. L'économie sociale propose ici aussi une solution innovante: la **co-construction**. Elle permet aux citoyens simples bénéficiaires d'actions publiques de participer à leur conception et à leurs mises en œuvre. Elle accompagne les volontés individuelles de solidarité pour amener les citoyens à s'engager dans du collectif.

⁴ Par exemple, l'Eusko (pays basque), Chiemgauer (Bavière), Bristol Pound (UK), la SoNantes (France), etc

⁵ Par internalisation sur le territoire de l'effet multiplicateur keynésien

Par ses structures collectives, elle contrebalance la montée inquiétante de l'individualisme, mettant en péril les solidarités républicaines. Elle associe la liberté individuelle avec la force du collectif. De nombreux exemples de co-constructions réussies existent dans lesquels coopèrent des citoyens, des entreprises de l'ES ou traditionnelles et des autorités publiques locales. Cette approche de co-construction s'observe aux niveaux local et national. La co-construction reconnaît la force de proposition des citoyens placés sur un pied d'égalité avec les autorités publiques, offre des cadres organisationnels dans lesquels s'exprime la solidarité et induit des relations de confiance que favorise la coopération.

Démocratie. Les principes et règles de fonctionnement des entreprises de l'économie sociale sont d'essence démocratiques. Le processus de décision basé sur le principe "**une personne, une voix**" assure que le pouvoir décisionnel n'est pas lié à la détention du capital. De même la ré-internalisation des profits et la participation des usagers ou des salariés au choix des objectifs et des modalités de mise en œuvre des activités de l'entreprise participent au fonctionnement démocratique de l'entreprise. La liberté d'adhésion⁶ représente un principe fondamental de liberté démocratique caractérisant les entreprises de l'ES. En bref, l'économie sociale anime la démocratie participative en entreprises.

Égalité femmes-hommes. L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait partie des valeurs de l'économie sociale. Elle est parfois explicitement inscrite dans les statuts des entreprises. Malgré l'absence de données complètes, la performance de l'économie sociale en matière d'égalité apparaît supérieure aux pratiques du reste de l'économie même si des progrès restent encore à faire.

Outre ces effets bénéfiques liés aux valeurs et principes-mêmes de fonctionnement de l'économie sociale, celle-ci répond à de nombreuses demandes exprimées par les citoyens: avoir des emplois de qualité, concilier l'économique et l'environnement, préserver l'identité culturelle, intégrer les réfugiés, disposer de services sociaux, sortir de la précarité, etc. L'économie sociale satisfait ces besoins sociétaux par les services et les produits qu'elle offre.

Dans les économies européennes, l'ES est présente dans la plupart des secteurs, y compris concurrentiels⁷. Elle se caractérise aussi souvent par des services qu'elle preste pour répondre à des besoins sociaux, parfois d'utilité publique, voire par délégation d'administrations publiques que les contraintes budgétaires amènent à un désengagement. Ces besoins sont multiples. Certains sont structurels (emploi, logement, insertion, environnement, aide sociale) et d'autres se sont significativement accrus depuis la crise de 2009 (exclusion sociale, pauvreté, immigration). Cette faculté résulte de sa capacité d'**innovation sociale** continue et multiforme⁸. Elle s'appuie sur des partenariats d'acteurs qui traversent les catégories socio-économiques habituelles (le salarié devient aussi employeur, le client producteur, l'administré intervenant public, etc) ou qui recomposent les circuits commerciaux (circuits-courts, circuits de marché équitable, etc). Acteur du

⁶ par opposition à l'enrôlement obligatoire dans les coopératives soviétiques

⁷ L'exemple ultime est la ville de Mondragón de la région basque espagnole où l'ensemble des activités économiques est presté par des coopératives qu'elles soient commerciales, industrielles, bancaires ou médiatiques.

⁸ D'après la définition du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire en France: « L'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions du marché et des politiques sociales ».

changement, l'ES devient un intermédiaire indispensable dans la mise en œuvre de nouvelles formes de politiques publiques actives, que ce soit des politiques d'emploi, des politiques sociales, environnementales, culturelles, ou d'immigration.

Les mutations économiques actuelles conduisent à la création de nouvelles formes d'emplois : emplois atypiques, indépendants, travailleurs intérimaires... mal protégés par les régimes de sécurité sociale. L'économie sociale est non seulement pourvoyeur d'emplois, mais surtout d'**emplois de qualité**, c'est-à-dire d'emplois stables avec un contrat, une protection et un accès à du collectif et qui donne du sens pour celui qui l'exerce. Elle permet à des travailleurs indépendants, tout en maintenant leurs activités, de devenir salariés et ainsi de profiter d'une couverture sociale standard, comme dans le cas des coopératives d'activité et d'emplois (CAE) en France. Certaines entreprises de l'ES offrent des emplois d'**insertion** pour les personnes les plus défavorisées, en difficulté ou handicapées dans le but d'accroître leur employabilité par des formations qualifiantes. Pour de nombreuses personnes, notamment chez les jeunes, ces entreprises donnent du sens au travail, un travail qui épanouit et non pas aliène.

L'économie sociale défend des valeurs environnementales. Elle peut être un acteur significatif de la **protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique**. Ses entreprises sont engagées de longue date dans les activités de gestion des déchets, de recyclage et de ré-emploi. Elles s'engagent maintenant dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en contribuant à la production d'énergies renouvelables coopératives ou en se montrant exemplaires dans la réduction de leur empreinte carbone. L'économie sociale sensibilise puis implique les citoyens à la nécessité de réduire les gaz à effet de serre. Il en résulte que le citoyen devient un acteur de la lutte contre le changement climatique par la maîtrise de ses consommations d'énergie (sobriété énergétique) ou par sa participation à la production d'énergies renouvelables (transition énergétique citoyenne)⁹.

Le monde de la **culture** connaît également une transition profonde en Europe. Il est un socle de la civilisation européenne. L'économie sociale peut favoriser le développement des mutations entrepreneuriales qui lui sont nécessaires: pratiques plus coopératives, entrepreneuriat plus efficace dans le respect du principe de lucrativité limitée, et refus de la marchandisation de la culture. Les structures coopératives et les regroupements d'entreprises de l'ES sont souvent retenus comme cadre pertinent de travail pour une troisième voie culturelle¹⁰. L'économie sociale permet également de réduire la précarité des indépendants et auto-entrepreneurs du monde de la culture en leur donnant accès à une meilleure couverture sociale.

Malgré l'absence de consensus entre les pays européens en matière de **migration**, l'économie sociale joue partout un rôle reconnu d'intégration des réfugiés¹¹. Outre les services d'accueil, d'assistance, de logement et d'éducation, les entreprises de l'ES favorisent l'intégration sociale et professionnelle des réfugiés en support aux politiques nationales :

⁹ D'après le Comité économique et social européen (CESE), « le déploiement des énergies renouvelables s'effectue à un rythme plus soutenu dans les États membres qui ont donné à leurs habitants la possibilité de lancer leurs propres initiatives énergétiques citoyennes, à titre individuel ou de manière collective ».

¹⁰ En France, les entreprises à vocation culturelle représentent plus de 15% des entreprises de l'ES.

¹¹ aussi dénommés demandeurs d'asile dans certains pays.

apprentissage des langues, acquisition de compétences et intégration dans le marché du travail.

Dans tous les pans de l'**action sociale**, l'économie sociale est présente en support des politiques publiques ou au travers d'initiatives territoriales. Elle répond aux besoins d'aide à la personne, de soins médicaux, de logements à prix abordables ou de lutte contre la précarité dont l'origine est structurelle: ces besoins s'expriment au travers d'une demande toujours renouvelée de Welfare State, et résultent du vieillissement de la population, d'une mobilité accrue, de la paupérisation liée aux crises économiques, etc¹². Au travers d'une multitude de prestations de services, l'ESS contribue au bien-être et à la cohésion sociale.

* *
*

L'économie sociale n'est pas un remède miracle, mais peut apporter beaucoup de solutions aux enjeux européens. Elle offre une voie différente garantissant la primauté des valeurs d'intérêt général, de solidarité, et de démocratie dans une nouvelle logique entrepreneuriale. Pour cela, elle doit changer d'échelle et devenir une ambition politique au niveau de l'Union Européenne, conformément au Traité sur l'Union européenne qui stipule "L'Union ... œuvre ... pour une économie sociale de marché."¹³. Des prises de conscience politiques émergent dans la plupart des pays européens et dans les institutions européennes. Des mesures de politique économique s'y mettent en place ou sont renforcées. Mais ce plaidoyer ambitionne un véritable changement d'échelle dans les politiques européennes. Il s'adresse aux candidats à la députation européenne pour qu'ils portent ce message dans leur campagne électorale et, une fois élus, auprès des institutions européennes: par ses valeurs, l'économie sociale est à même d'apporter des solutions aux nombreux défis sociétaux que rencontrent tous les pays de l'Union Européenne.

Cela requiert une politique européenne de l'économie sociale qui elle-même change d'échelle en renforçant sa visibilité, en accroissant les budgets qui lui sont dédiés et en adaptant le fonctionnement des institutions¹⁴.

➤ Cela requiert d'abord une volonté politique affichée au plus haut niveau des responsables politiques européens pour assurer sa visibilité.

➤ Cela requiert ensuite une priorité programmatique donnée à l'économie sociale pour la période 2021-2027 par la création d'un programme dédié¹⁵. Le Labo de l'ESS a proposé un "Erasmus de l'économie sociale" doté de 3 milliards d'Euros dont l'objectif serait triple : i) promouvoir l'éducation de l'entreprenariat social, 2) développer le partenariat transeuropéen entre entrepreneurs sociaux (présents ou futurs), représentants d'éco-

¹² voir le rapport Prodi-Sautter "Boosting Investment in Social Infrastructure in Europe", 2018

¹³ Article 383 du Traité sur l'Union Européenne.

¹⁴ Voir notamment "Best practices in public policies regarding the European Social Economy post the economic crisis", European Economic and Social Committee, 2018; "The future of the EU policies for the Social Economy: Towards a European Action Plan", SEE, 2018; "Europe & ESS - Enjeux et leviers d'action pour les collectivités locales", RTES, 2018

¹⁵ Actuellement, les supports budgétaires à l'économie sociale sont éparpillés dans de multiples programmes européens, d'où une difficulté réelle pour les entreprises de l'ES d'en bénéficier compte tenu de leur diversité, de leurs règles différentes et de leur timing propre.

systèmes ou organisations de l'économie sociale et 3) favoriser le partenariat entre autorités publiques nationales et territoriales pour échanger les bonnes pratiques. Mais cela requiert aussi l'intégration de l'économie sociale dans la plupart des politiques européennes (économique, sociale, environnementale, régionale, d'éducation, de développement) où elle peut apporter des solutions. Ce devrait tout particulièrement être le cas de la politique régionale européenne. Or le projet de règlement du fond européen de développement durable pour la période 2021-2027 ne donne aucune priorité explicite à l'économie sociale qui permettrait de développer les coopérations territoriales et de renforcer la gouvernance locale.

➤ Cela requiert enfin des modifications institutionnelles dans la Commission européenne afin qu'un de ses Vice-présidents ait dans son portefeuille la responsabilité de promouvoir l'économie sociale et d'assurer son intégration coordonnée dans diverses politiques européennes.

En affichant une priorité résolue à l'économie sociale, l'Union Européenne peut renouer avec ses citoyens et ses territoires.

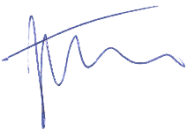
Hugues Sibille
Président du Labo de l'ESS



Michel Catinat
Président du projet Europe



Jan Olsson
Président de REVES



Denis Stokkink
Président de Pour la Solidarité



Annexe : Exemples d'initiatives de l'économie sociale en Europe

Co-construction.

Les **pôles territoriaux de coopération économique** (PTCE) en France ont donné lieu à une politique nationale co-construite avec les autorités politiques (Loi de 2014 sur l'économie sociale et solidaire). Environ 150 PTCE existent actuellement en France et développent leurs activités en co-construction et coopération avec les collectivités locales ou territoriales, dont la participation est parfois statutaire, comme dans le cas des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC).

Emplois décents.

SMart, structure coopérative belge, permet à des travailleurs autonomes de développer leur activité économique dans un cadre qui offre à la fois **une protection sociale et une vraie dynamique entrepreneuriale. Le travailleur devient en effet salarié et bénéficie de différents services (outils de gestion, assurance, accompagnement, formation et assistance juridique, espace de travail)** pour l'aider à développer ses activités. 35.000 travailleurs utilisent chaque année ses services. SMart est présent dans 9 pays européens.

Lutte contre la changement climatique

Middelgrunden (Danemark) fut le plus grand parc éolien offshore lorsqu'il a été mis en service en 2001. Il était détenu à 50% par 10 000 citoyens réunis en coopérative. Ils apportèrent la quasi totalité du financement de l'investissement des 10 éoliennes. Middelgrunden produit aujourd'hui 90GWh par an et alimente en électricité 3% de la population de Copenhague.

Enercoop (France), fournisseur d'électricité 100% renouvelable au travers d'un réseau de 10 coopératives régionales organisées en Société Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) qui soutiennent des projets citoyens de production et offrent des services de maîtrise de la consommation. Enercoop produit 245 GWh en circuit-courts.

Economie circulaire

Vitamine T (3 régions françaises), leader dans l'insertion économique, regroupe 18 filiales/entreprises de l'économie sociale, notamment dans les métiers de l'économie circulaire. Ces entreprises valorisent en donnant une seconde vie au matériel électroménager d'occasion, aux déchets d'équipements électriques et électroniques, et aux véhicules hors d'usage avec des technologies de pointe. Elles valorisent et recyclent également les matières tels que réfrigérateurs et palettes en bois. Elles emploient 3500 salariés, dont 2/3 en parcours d'insertion.

RECOSI est une coopérative régionale et européenne de l'économie sociale en Irlande. Elle a été créée au début de l'année 2014 par un groupe de personnes de même sensibilité qui voulaient créer une entreprise sociale active principalement dans la réutilisation des équipements IT et la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Elle a offert du travail pour des personnes marginalisées dans la société. Son succès l'a amenée à se transformer en une entreprise qui fournit tout un ensemble de services innovants de réutilisation et de récupération des déchets IT en Irlande, USA et en Europe. RECOSI est un exemple de franchise sociale.

Rénovation urbaine

Le projet **Capacity** (Messine, Italie) vise à régénérer un quartier de baraques. Les habitants sont incités et payés pour prendre eux-mêmes en charge la construction de nouvelles maisons avec l'aide d'un architecte spécialiste des maisons durables et l'implication des services publics dans des conditions avantageuses. Ils peuvent aussi recevoir un capital leur permettant de se porter acquéreur.

Migration et intégration

Khora (Athènes, Grèce) est une coopérative humanitaire active dans la prestation de services aux réfugiés. Elle est animée par un groupe de bénévoles expérimentés qui fournissent une aide à l'élaboration de projets durables pour aider des milliers de réfugiés à vivre loin de leur pays d'origine.

Graefewirtschaft (Berlin, Allemagne) est une entreprise sociale dont l'objectif est de créer des emplois pour des migrants et réfugiés et de les aider à acquérir les compétences leur permettant d'entreprendre leur propre affaire en tant qu'indépendant. Elle facilite leur intégration et améliore leurs conditions de vie. Elle est devenue un acteur majeur pour la restauration populaire et les cantines, spécialement pour les menus scolaires.

Taste of Home/Okus doma (Croatie) est une coopérative sociale qui fait découvrir la culture et le pays d'origine des migrants et réfugiés en Croatie en consignnant la mémoire de chez eux, les odeurs et goûts de leur cuisine. Elle fait partager des récits de vie et échanger des pratiques culinaires entre les réfugiés et les croatiens. Outre la restauration, Taste of Home offre des services de formation y inclus linguistique qui aident les réfugiés à trouver du travail et à s'installer dans leur nouveau pays.

Culture

DynamoCoop (Liège, Belgique). Cette coopérative facilite l'accès des créateurs aux infrastructures dont ils ont besoin. Elle a pour vocation l'achat groupé de bâtiments destinés à accueillir, favoriser et diffuser le développement de projets artistiques et créatifs à Liège. Le financement de ces investissements repose sur un appel à l'épargne participative.

La **Coursive Boutaric (Dijon, France)** est un pôle territorial de coopération économique (PTCE) qui a revivifié une filière culturelle et créative par la coopération. Il offre divers services dédiés à 18 entreprises culturelles (accès à de nouveaux marchés, mutualisation, formation) en coopération avec des organismes de formation, les collectivités locales et territoriales et des réseaux d'entreprises.

Agriculture et alimentation durable

Permafunghi (Bruxelles, Belgique), créé en 2013 est une coopérative à finalité sociale qui recycle le marc de café pour produire des pleurotes, des chicons et de l'engrais bio tout en assurant un emploi stable à des jeunes bruxellois en insertion.

The **Bread house club (Bulgarie)** est un réseau d'entreprises sociales qui font du pain selon de vieilles méthodes traditionnelles. Elles se focalisent sur le recrutement et la formation de jeunes, tout particulièrement d'enfants retirés de la garde parentale. Elles agissent aussi en tant que centre culturel communal. L'initiative a débuté en 2009 et s'est développée en réseau. Il y a en 2016 15 initiatives de même nature dans les différentes parties de la Bulgarie.

Lutte contre la précarité

Toit à moi (quelques grandes villes françaises) est une association qui aide à la réinsertion sociale de personnes dans la précarité en les logeant pour des sommes symboliques. Avec des structures partenaires et des bénévoles, elle recrée du lien social, en permettant à la personne de sortir de son microcosme d'exclus.

IQ Roma Servis, Z.S. (République Tchèque) est une association travaillant essentiellement, mais pas uniquement avec les Roms qui se trouvent en situation de précarité et d'exclusion sociale. Les activités développées sont l'éducation, l'assistance pour la recherche d'un emploi ou d'un logement digne, des services visant à prévenir et réduire l'endettement ou la protection contre la discrimination. En coopération avec la ville Brno et d'autres partenaires, IQ Roma Servis est aussi en train d'expérimenter une approche "le logement d'abord" comme un moyen possible pour mettre fin à l'existence de familles sans abris.

Sussex Oakleaf (Sussex, Royaume Uni) est une entreprise sociale qui offre tout un ensemble de services d'assistance pour les individus potentiellement sans abris, atteints de maladie mentale ou de troubles de la personnalité. Elle offre des services de bien-être en communauté pour faciliter la guérison, des soins à résidence, de l'encadrement par des pairs, de l'assistance au logement et des opportunités d'emplois.

Assurance et organisme financier

Laboral Kutxa (pays basque espagnol) est une coopérative de crédit, troisième en taille parmi les établissements financiers basques. Née d'une fusion, notamment de la banque coopérative Euskadiko Kutxa créée en 1959 pour financer le développement de l'écosystème d'économie sociale de Mondragon, Laboral Kutxa est une coopérative de travailleurs; ses clients peuvent également devenir membre.

Action sociale.

Caritas et Diakonie (Allemagne) Depuis la fin du 19^{ème} siècle, l'Etat a délégué à ces deux organismes de charité Caritas et Diakonie, respectivement catholique et protestante, tout un ensemble de services sociaux: éducation et formation, aide à la personne, supports médicaux, aide à la pauvreté et à l'exclusion.

Le **Groupe UP**, une coopérative présente dans 13 pays européens et 19 dans le monde employant 3400 collaborateurs, facilite l'action sociale des collectivités et améliore le bien-être des salariés par la mise à disposition de chèques-service (aide à domicile, chèque restaurant, garderie, éducation des enfants, ...)

Les petits riens (Belgique) est une entreprise sociale et durable qui récupère et revend des objets de seconde main et propose un emploi stable à des publics particulièrement fragilisés, répondant ainsi aux défis économiques, sociaux et écologiques actuels.

The Centre of holistic home care (Slovénie) est une coopérative sociale qui offre un ensemble de soins intégrés pour les personnes âgées (soins à domicile et services médico-thérapeutiques) à des prix abordables. Elle permet aux personnes âgées de rester chez elles.